

Informations du Guatemala

N° 241

du 8 au 14 octobre 1987

POLITIQUE

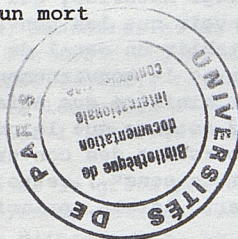
Fin de la réunion entre l'insurrection et le gouvernement
L'URNG : Le gouvernement n'a pas tenu ses engagements
La commission de vérification et de contrôle se réunit
Quatre jours de grève patronale
Un syndicaliste enlevé et torturé

MOUVEMENT POPULAIRE

Il faut imposer une véritable réforme fiscale
Les travailleurs occupent la FYDEP

DROITS DE L'HOMME

Bombe contre des voyageurs
Bombe lancée dans un appartement : un mort
6 victimes de la violence



4°P. 12315

POLITIQUE

FIN DE LA REUNION ENTRE L'INSURRECTION ET LE GOUVERNEMENT

Le dialogue entamé entre le gouvernement du président Cerezo et l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) s'est conclu le 9 octobre à Madrid. Un communiqué a été diffusé par le bureau d'information diplomatique du gouvernement espagnol indiquant que la rencontre a permis "de connaître les propositions des deux parties pour la recherche de la paix et de la démocratie"

L'URNG a présenté un ensemble de propositions : démantèlement des structures de contrôle de la population, respect des droits de l'homme, délimitation des responsabilités dans le cas des 38 000 disparus, entrée en vigueur des droits à la mobilisation et à l'organisation populaire, réalisation d'un dialogue au niveau national, proposition de cessez-le-feu avec définition de zones intermédiaires démilitarisées, arrêt de dates précises pour l'accomplissement des mesures proposées au sujet de la démocratisation.

Lors d'une conférence de presse donnée à Madrid le 10 octobre, le commandant Rodrigo Asturias, qui conduisait la délégation de l'URNG, a fait savoir que les conversations avaient permis, en premier lieu, d'établir un canal de communication "permanent, réservé et direct" avec le gouvernement guatémaltèque.

Pour sa part, le ministre des Affaires étrangères, Alfonso Cabrera, a déclaré le 12 octobre que le gouvernement du président Cerezo considère la poursuite des conversations avec l'URNG inutile, car elles "manquent de sens"; cette position a été ratifiée le 13 par le colonel Roberto Letona, principal porte-parole de l'armée.

L'URNG : LE GOUVERNEMENT N'A PAS TENU SES ENGAGEMENTS

Le gouvernement du président Cerezo a délibérément violé les accords antérieurs à l'ouverture du dialogue de Madrid, accords conclus entre les deux parties. Ils prévoyaient une trêve bilatérale des actions militaires offensives et l'engagement à ne pas se prononcer sur le contenu des discussions avant leur fin.

L'URNG signale, dans un communiqué diffusé le 13, que l'offensive militaire lancée contre les positions insurgées et contre les populations civiles dans plusieurs régions du pays démontre concrètement que le président Cerezo n'a aucune influence sur les décisions politiques de l'armée ; cette attitude contredit les déclarations et les promesses du président.

L'URNG rappelle que les discussions avec le gouvernement ont pour but de trouver une voie au dialogue au niveau national, et d'y faire participer tous les secteurs politiques et sociaux du Guatemala. L'objectif est d'aider au développement d'une authentique démocratie dans le pays et d'atteindre la paix.

LA COMMISSION DE VERIFICATION ET DE CONTROLE SE REUNIT

La commission internationale de vérification et de contrôle s'est réunie les 8 et 9 octobre dans la capitale guatémaltèque pour évaluer la mise en application des accords d'Esquipulas II. Les vice-ministres centraméricains des Affaires étrangères, Contadora et son groupe d'appui et les représentants des secrétariats généraux des Nations unies et de l'Organisation des états américains (OEA) sont membres de la commission.

Le président Vinicio Cerezo a fait parvenir le 8 octobre au Congrès de la république, pour approbation, le projet de décret d'amnistie. Ce projet répond à la clause signée le 7 août dernier relative "à la démarche en vue d'établir une paix ferme et définitive en Amérique centrale.

Le projet propose l'amnistie politique aux auteurs, complices ou témoins de délits politiques ou de droit commun et devrait entrer en vigueur le 5 novembre. Les postulants auront alors 80 jours pour se présenter devant les autorités.

QUATRE JOURS DE GREVE PATRONALE

L'arrêt des activités productives, bancaires et de transport ordonné par le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), commencé le mercredi 7 octobre, a diminué d'intensité le lendemain et a finalement été suspendu le samedi 10, à la suite de l'intervention de Monseigneur Prospero Penados del Barrio.

Selon la presse, le succès mitigé de la grève patronale s'explique par le fait que les petites et moyennes entreprises peuvent difficilement supporter plus d'un jour d'inactivité. Le CACIF avait pourtant pris des mesures coercitives pour assurer une paralysie totale des activités.

Le CACIF a suspendu son mouvement le 10 pour une durée de 4 jours, tout en exigeant la suspension de la réforme fiscale jusqu'en janvier prochain. Il a annoncé de nouvelles mesures au cas où son souhait ne serait pas exaucé.

UN SYNDICALISTE ENLEVE ET TORTURE

Carlos Enrique Perez, travaillant à l'Institut national de transformation agraire (INTA) a été enlevé dans la matinée du 8 octobre, aux abords du Palais du congrès. Un groupe d'inconnus l'a forcé à monter dans une automobile.

Enrique Perez a été soumis à la torture et interrogé durant plusieurs heures par trois personnes. Il a finalement été libéré près du stade national Mateo Flores.

MOUVEMENT POPULAIRE

IL FAUT IMPOSER UNE VERITABLE REFORME FISCALE

Dans un communiqué diffusé le 7 octobre, l'Unité syndicale des travailleurs du Guatemala (UNSI TRAGUA) et la Confédération de l'Unité syndicale du Guatemala (CUSG) appelle le gouvernement du président Cerezo à abandonner les palliatifs, qui favorisent surtout les secteurs économiques les plus puissants du pays.

Le gouvernement doit mettre en place une véritable réforme fiscale, techniquement et scienfiquement établie. Il faut créer des mécanismes de contrôle fiscaux justes et châtier "de manière drastique les fraudeurs, quels qu'ils soient".

L'UNSI TRAGUA et la CUSG rendent le gouvernement et le CACIF responsables des conséquences de la réforme fiscale, qui "peuvent aboutir à la rupture de l'ordre institutionnel, avec des conséquences catastrophiques pour le pays".

LES TRAVAILLEURS OCCUPENT LA FYDEP

842 travailleurs de l'entreprise semi-publique "soutien et développement du Peten" (FYDEP) ont occupé les installations de l'organisme dans le Peten et dans la capitale. Ils s'insurgent contre la création de conseils du développement, approuvée récemment par le congrès, destinée à éliminer la FYDEP.

Plusieurs députés ont relevé de nombreuses anomalies lors du vote de la loi ; celle-ci n'a pas été votée à la majorité des 2/3 (67) comme il est indiqué et les comptes-rendus des discussions ont été altérés.

BOMBE CONTRE DES VOYAGEURS

Dans la soirée du 9 octobre, un groupe d'inconnus a lancé depuis une automobile une bombe contre un groupe de personnes. Les voyageurs attendaient à un arrêt de transport en commun au coin de l'avenue de la Castellana et de la 11° rue du 8° district de la capitale. Elisa Josefina Fuentes Diaz a trouvé la mort. Laura Mendez, Celso Lutin, Rosando Herrera, Oscar Lee, Fredy Sanchez et Angela Mendez ont été gravement blessés.

BOMBE LANCEE DANS UN APPARTEMENT : UN MORT

Roberto Giron est mort carbonisé le 10 octobre à l'intérieur de son appartement, à Nimajuyu (quartier de la capitale). Un groupe d'inconnus avait lancé une bombe.

6 VICTIMES DE LA VIOLENCE

6 personnes ont été victimes de la violence officielle entre les 11 et 12 octobre dans les départements : Escuintla, Quezaltenango, San Marcos et Santa Rosa, a-t-on appris par la presse le 13 octobre.